

CORRESPONDANCE DE LA FAMILLE DE MONTALIVET DURANT LE SIÈGE DE 1870

Édition établie, présentée et annotée par
Pierre ALLORANT et Walter BADIER



PARIS
HONORÉ CHAMPION ÉDITEUR
2026

www.honorechampion.com

PRÉSENTATION

« Le Centenaire de la Grande Guerre vient tout juste de nous rappeler de quel prix peut être pour l'Histoire la profusion des journaux intimes et des correspondances privées [...] pour ressusciter des ambiances, des hésitations, des passions, en somme la texture d'une époque¹ ». Les analyses de Jean-Noël Jeanneney trouvent dans la publication de la correspondance d'une famille, dont le destin a marqué l'histoire politique de la France du XIX^e siècle et singulièrement du courant libéral leur confirmation éclatante.

Désormais mise à disposition grâce à la famille Georges-Picot, cette correspondance du siège de Paris offre des perspectives nouvelles pour pénétrer les réseaux intellectuels et savants de familles alliées à celle des Montalivet : Gouvion Saint-Cyr, Picot, Villeneuve.

Durant la guerre de 1870-1871, Paris assiégé par les Prussiens, se retrouve coupé du reste du pays. Seuls contacts possibles avec l'extérieur, les courriers échangés grâce aux « ballons montés » et aux pigeons voyageurs. Cet épisode dramatique de la vie de la capitale gagne à être éclairé à travers le prisme d'une correspondance familiale, qui mêle les registres privés et publics : vie quotidienne, enjeux politiques, lectures, rencontres, vie mondaine s'entrecroisent. Mais il y a aussi l'affection. Ces mots de tendresse qui traversent les lignes prussiennes sauvegardent les liens tout en retraçant l'histoire d'un siège qui s'éternise. Des doutes, des inquiétudes pour les proches, parents et enfants, les espérances déçues d'une génération marquée par la débâcle de 1870-1871, s'ajoutent à l'incertitude planant sur le futur régime politique de la France.

¹ Jean-Noël Jeanneney, Préface à Salomé Allorant, Pierre Allorant et Jacques Resal (éd.), *La République au défi de la guerre. Lettres et carnets de l'Année terrible (1870-1871)*, Encrage, 2015, p. 11.

LA GUERRE DE 1870 MÉCONNUE : LE PREMIER CONFLIT INDUSTRIEL, DE L'EMPIRE À LA RÉPUBLIQUE

En dehors du « moment 1940 », peu d'années ont autant bouleversé le sentiment national et l'existence des Français que « l'Année terrible »². Alors que les lendemains de la débâcle de septembre 1870, du siège de Paris, de la Commune et de sa sanglante répression, de l'invasion et de l'occupation du territoire national ont donné lieu à une floraison de témoignages, principalement militaires, publiés dans le sillage de la paix, la guerre franco-allemande, première d'un cycle repris à l'été 1914 et à nouveau en septembre 1939, a longtemps souffert d'un double oubli, entre indifférence historiographique et effet écran des guerres mondiales au détriment de la mémoire d'un conflit pourtant pionnier dans les conflats contemporains³.

La crise diplomatique européenne de l'été 1870 semble a priori banale, avant de déraiser dans un engrenage militaire fatal au Second Empire. La question de la succession au trône d'Espagne tend les relations entre la France et la Prusse, incitant la droite bonapartiste à durcir le ton pour exiger des garanties. L'instrumentalisation de la dépêche de Berlin par le chancelier Bismarck, dont l'objectif est de sceller l'unité des États allemands par la guerre, pousse le chef du gouvernement français Émile Ollivier, ancien républicain rallié à l'Empire libéral, à demander au Corps législatif le vote des crédits militaires. La plupart des leaders de l'opposition républicaine votent, derrière Gambetta et Ferry, les crédits supplémentaires pour la guerre. Déclenché le 19 juillet 1870, le conflit commence par des défaites en Alsace et en Moselle. L'impératrice régente Eugénie et Émile Ollivier convoquent le Sénat et le Corps législatif, mais refusent la création d'un comité de salut public exigé des républicains. L'Impératrice nomme à la tête du gouvernement, à la place d'Émile Ollivier démissionnaire, le comte de Palikao, vieux chef militaire réactionnaire, opposé à la « nation armée ».

Dès que la débâcle de Sedan et la captivité de l'Empereur sont connues à Paris le 3 septembre, Jules Favre déclare que le gouvernement a « cessé d'exister » et que la seule solution est de se regrouper derrière le général Trochu pour défendre le pays. Favre demande au Corps législatif

² *L'Année terrible* est un recueil de poèmes de Victor Hugo publié en 1872 chez Michel Lévy frères, qui évoque la dramatique période d'invasion, de siège, de guerre civile et de défaite de l'été 1870 à 1871.

³ Pierre Cosme, Jean-Christophe Couvenhes, Sylvain Janniard, Giusto Traina, Michèle Virol, *Le Récit de guerre comme source d'histoire, de l'Antiquité à nos jours*, PU de Franche-Comté, 2022, 616 p.

de confier le gouvernement à une commission avec pour mission «de résister à outrance à l'invasion et de chasser l'ennemi du territoire». Le 4 septembre, des manifestants pénètrent dans le Palais-Bourbon pour faire pression sur les députés. Léon Gambetta déclare la déchéance de la dynastie impériale et, avec Jules Favre, va proclamer la République à l'Hôtel de ville, au nom de l'urgence de «la patrie en danger», renouant ainsi avec la tradition des révolutions parisiennes. Les ministères sont d'ailleurs tenus par les députés républicains de Paris : Favre, Crémieux et Gambetta à l'Intérieur, et Jules Ferry est maire de Paris.

La rencontre de Favre avec Bismarck à Ferrières le 19 septembre aboutit à l'impasse, par le refus de livrer l'Alsace-Moselle. Paris est encerclé, privé de toute communication avec la province le 28 septembre, seuls restent ballons et pigeons. La crainte d'abandonner Paris aux mains des révolutionnaires détermine le gouvernement à repousser les élections. Envoyé à Tours, Gambetta obtient la trêve des oppositions révolutionnaires et la formation de soixante nouveaux bataillons de la garde nationale.

Le départ en ballon de Gambetta de la Butte Montmartre sur l'Armand-Barbès, le 7 octobre est le souvenir le plus marquant de la période. L'aérostat se pose près de Montdidier, et Gambetta rejoint Tours le 9 après un voyage rocambolesque qui nourrit sa légende. Cumulant les deux ministères régaliens majeurs, il exerce une dictature temporaire pendant quatre mois, échappe à la tutelle de Paris, électrise la population et rétablit l'unité d'action dans le recrutement, le rassemblement et l'armement des forces armées de la Nation, appuyé sur le polytechnicien Freycinet et sur des préfets puisés dans le vivier des journalistes et avocats opposants à Napoléon III. Toutefois, la situation militaire héritée des défaites impériales est catastrophique, quasiment désespérée : 100 000 hommes se sont rendus avec Napoléon III, 170 000 sont encerclés dans Metz, où Bazaine capitule dès le 27 octobre. La mobilisation de la réserve et des unités rapatriées d'Algérie, la levée en masse des célibataires et des veufs ne suffit pas, et les munitions, les habits, les chevaux manquent. Critiqué pour ses choix, Gambetta agit pourtant sans sectarisme dans les nominations des généraux, majoritairement monarchistes, accordant sa confiance aux généraux d'Algérie, Faidherbe pour l'armée du Nord et Chanzy pour l'armée de la Loire. Son éloquence redonne confiance aux soldats. Desserrer l'étau prussien autour de la capitale devient son unique objectif, par l'action conjointe d'une sortie de la garnison encerclée avec l'apport de l'armée de la Loire. Ainsi, le renforcement de l'armée de la Loire au sud d'Orléans est-il prioritaire : à 120 km à l'est de Tours, Orléans, nœud de voies terrestres et fluviales de communication, est le verrou stratégique méridional de Paris.